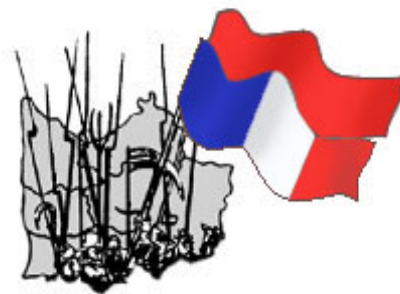


BULLETIN-LETTRE N° 59

Octobre, novembre, décembre 2012

1851



Association pour la mémoire des Résistances républicaines

Siège social : Hôtel de Ville 04190 Les MÉES – site : www.1851.fr

Directrice de la publication : Colette Chauvin

Périodicité : trimestrielle

• *Racisme anti-blanc ?*

Dernière trouvaille pour attiser la haine de l'autre.

Le quotidien *Var-Matin* en a remis une couche dans son édition du vendredi 28 septembre en publiant "*la question du Jour*", (résultats, semble-t-il, issus d'un sondage).

"Êtes-vous choqué par l'expression : **racisme anti-blanc**" ?

Réponse : **27% OUI, 73% NON.**

La question aurait pu être retournée en demandant si le "racisme anti noir, gris ou jaune", ou le racisme tout court était choquant. Mais poser ainsi la question n'aurait pas eu pour but de ratisser, comme c'est le cas, l'électorat de la droite "populaire" et d'extrême droite.

Quand on pense que sous la Seconde République les républicains montagnards étaient appelés, par "*les amis de l'ordre*" "*les démagogues*", alors qu'ils militaient pour une république démocratique sociale, et solidaire. Comment doit-on appeler, aujourd'hui, ceux qui poussent à la xénophobie et à la haine de tout ce qui n'est pas blanc ?

Les propos racistes sont, paraît-il, punis par la Loi. Mais quel est donc le caractère des propos que l'on entend de la part d'un des candidats aux "*primaires*" de la droite ? L'autre candidat, pour paraphraser Guy Bedos notre humoriste national, (le mot qui tue), pourrait passer pour mère Teresa.

Comment s'étonner après cette ignoble campagne médiatique, pas du tout innocente, que de "bons citoyens" marseillais, avant de s'ériger en milice, revendiquent haut et fort l'expulsion d'un camp de *Roms* ?

Il est vrai que la xénophobie n'a pas de frontière, et encouragée de la sorte, elle a encore de beaux jours devant elle.

En l'occurrence, cette violence à Marseille, s'exerçait par des pauvres sédentarisés dans une barre HLM vouée à la destruction, contre une population nomade condamnée à l'errance perpétuelle, proie facile.

Quand les laissés pour compte se déchirent entre eux, les pousse au crime peuvent se frotter les mains, car diviser c'est régner, c'est bien connu.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est moins la xénophobie que la misère qui était ici en cause. Et ceux qui orchestrent cette haine, ne peuvent être que "misérables" dans un autre sens du terme.

Paul CRESP

• *Lecture commentée...*

Par *Gisèle ROCHE GALOPINI*.

"*L'affaire Victor NOIR*" d'après l'ouvrage de *Florence BRAKA*.

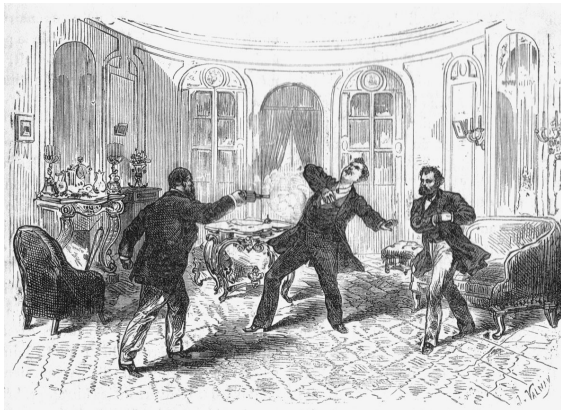
Les événements.

Le 11 janvier 1870, le journal *La Marseillaise*, journal de l'opposition au Second Empire, rapporte le fait suivant :
« *Assassinat commis par le prince Pierre*

Napoléon Bonaparte sur le citoyen Victor Noir ».

Il existait une violente polémique concernant le Second Empire entre *La Marseillaise* et *L'avenir de la Corse*, journal corse favorable à l'Empereur. Le 9 janvier, paraît dans *La Marseillaise* un article qui répond à celui de Pierre Bonaparte paru dans *L'avenir de la Corse*. Aussitôt, ce dernier, cousin de l'empereur, décide sur le champ de disputer, coutumier du fait, un nouveau duel. Mais il veut comme adversaire, Henri Rochefort, rédacteur en chef de *La Marseillaise*, à qui il adresse un courrier très précis.

Le lendemain, 10 janvier, Rochefort, ainsi que son collaborateur, décident de répondre à la provocation et envoient leurs témoins à Auteuil chez Pierre Bonaparte. L'un d'eux est Victor Noir, jeune rédacteur de 21 ans. Il est fier d'avoir été choisi et arrive, avec son collègue, à la résidence de Pierre Bonaparte en début d'après-midi. Ce dernier attendait Rochefort en personne et demande aux témoins s'ils sont solidaires de Rochefort, "*porte-drapeau de la crapule*", et des autres misérables. Victor Noir répond : "*Nous sommes solidaires de nos amis*". Alors, Pierre Bonaparte, très excité, s'avance vers Victor Noir, lui donne un soufflet et en même temps lui tire une balle à bout portant en plein cœur. Victor Noir meurt peu après, au bas de l'immeuble.



Gravure extraite de "*L'histoire du Second Empire*" (1877) par Hippolyte Magen.

Pierre Bonaparte est arrêté et emmené à la Conciergerie. Il sera gracié au terme d'un

procès qui aura lieu à Tours du 21 au 27 mars 1870.

La presse s'empare aussitôt de cet événement, et l'auteur rapporte de nombreuses citations tirées des journaux des vingt années qui suivent, d'autant plus que Victor Noir était lui-même journaliste. C'est "*un nouveau Gavroche au cœur tendre*" que tous ses collègues apprécient. L'Empire est désormais ébranlé et Henri Rochefort en fait état dans son journal *La Marseillaise* :

"J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin !... Voilà dix-huit ans que la France est entre les mains ensanglantées de ces coupe-jarrets qui, non contents de mitrailler les Républicains dans les rues, les attirent dans des pièges immondes pour les égorger à domicile".

Le meurtre de Victor Noir fait grand bruit et ranime le souvenir d'Alphonse Baudin. *La Marseillaise* invite la population aux funérailles de Victor Noir le 12 janvier. Les Révolutionnaires appellent à l'insurrection, mais l'administration a refusé l'inhumation au Père Lachaise, craignant des troubles le long du trajet puisque la dépouille de Victor Noir est à Neuilly chez son frère. Les responsables préférèrent le porter au cimetière de Neuilly "*pour protéger le peuple*" et Rochefort finit par convaincre la foule, une foule de près de 200 000 personnes, en leur démontrant qu'un mouvement vers Paris manque de préparation et que "*ce serait courir vers une mort certaine*".

Mais l'ardeur n'est pas retombée et cette journée reste la plus importante depuis le coup d'État. En témoigne la déclaration de Rochefort : "*Quant à notre vengeance, nous l'aurons ! Jamais un gouvernement sur la pente ne s'est relevé quand il a commencé à glisser. Sa chute est proche, sa chute est fatale ! C'est pourquoi je vous demande patience et calme.*" De son côté, Victor Hugo marque sa déception : "*La féroce scène d'Auteuil pouvait et devait être le coup de grâce de l'Empire. Une formidable occasion a été perdue... On*

pouvait en finir d'un seul élan. Le sens révolutionnaire a manqué". (cité par l'auteur, p. 147)

Cependant des grèves éclatent un peu partout en France, marquant l'importance de la contestation : la plus importante au Creusot, concernant environ 10 000 ouvriers, une autre à Toulon... Elles sont inévitablement réprimées par la troupe envoyée par le gouvernement. Dans les Basses-Alpes, le préfet affirme que la répression *"a produit une très heureuse impression sur l'opinion publique"*, et il n'est pas le seul.

Malgré tout, le meurtre de Victor Noir semble être le coup d'envoi d'une lutte sans merci pour faire chuter l'Empire ; les réunions publiques sont très nombreuses et d'une grande violence, et le ministre de l'Intérieur, Émile Ollivier, ordonne, entre autres, au procureur général d'Aix de ne pas hésiter à faire un exemple et *"surtout de frapper à la tête, avocats, messieurs, plutôt que les pauvres diables du peuple"*.

Les conséquences. Après la chute de l'Empire.

Vingt ans après sa mort, il est toujours question de Victor Noir, considéré comme *"le Baudin de la nouvelle génération"*. Pourquoi ne pas transférer ses cendres au Père Lachaise et y réaliser pour lui un monument funéraire, à défaut de le transférer au Panthéon où les cendres de Baudin reposent depuis le 4 août 1889 ?

Maurice Agulhon note qu'à cette époque on réalise beaucoup de statues, à la suite du changement de régime.

C'est le cas pour la III^{ème} République.



TOMBERUX HISTORIQUES (Père Lachaise)
2 - VICTOR NOIR, Journaliste, né le 27 Juillet 1848, tué par Pierre Buonaparte le 10 Janvier 1870. Monument par Dalou (92- Dⁿⁱ) C. P.

C'est ainsi que le 15 juillet 1891, le gisant de Victor Noir est inauguré au Père Lachaise. Il repose désormais tout près de Blanqui.

Voici la dernière strophe du poème lu lors de cette inauguration :

"Après plus de vingt ans, Paris s'est souvenu

Il n'est jamais ingrat du cher enfant terrible

Qui moins d'un an plus tard, montrant son torse nu

Aux balles des Prussiens l'aurait offert pour cible.

Et maintenant, chère ombre au regard caressant,

Ton corps enseveli dans la nuit infinie

Grâce à Dalou, le maître au bronze tout puissant,

Va dormir immortel sacré par son génie".

Plusieurs orateurs se succèdent devant sa tombe, et d'abord le gendre de Victor Hugo qui estime qu'en janvier 1870 l'Empire était déjà blessé à mort, et que *"La balle d'Auteuil l'acheva"*.



Déjà le 2 décembre 1888, une manifestation républicaine était organisée à Montmartre sur la tombe d'Alphonse Baudin. Il faut se rappeler qu'à cette date la République est menacée par la montée en puissance du général Boulanger dont on craint un coup d'État. Or tous deux, Baudin et Noir, sont indissociables dans la mémoire collective, tous deux étant des

Républicains tombés sous les coups de l'Empire, et tous deux symbolisent la défense de la République. Les hommages qui leur sont rendus sont aussi en quelque sorte des prétextes pour rappeler, dix-sept ans après, le souvenir de la Commune.

On peut en conclure avec l'auteur : *“Les circonstances ont fait de Victor Noir un héros et un véritable symbole, car c'est en cette année 1870 que l'histoire a été bousculée et qu'elle a finalement basculé... Par son destin tragique, son éternelle jeunesse et son engagement pour la République, Victor Noir est encore aujourd'hui le symbole de la lutte contre les pouvoirs autoritaires et liberticides”*.

Sources :

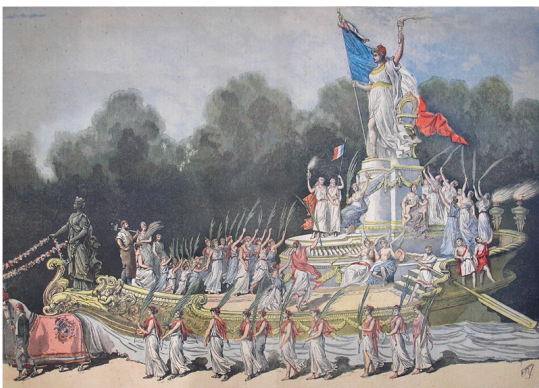
Florence Braka.: *“L'affaire Victor Noir, Le pouvoir dans la tourmente”*. Riveneuve Éditions, 2012.

Et aussi les nombreuses pages sur Internet.

NDLR. Pour l'anecdote : Dalou semble avoir doté le gisant de Victor Noir d'une certaine prééminence. Celle-ci, remarquée par les belles dames venues se recueillir sur sa tombe, est moins oxydée que le reste du bronze. On dit qu'elle serait devenue un symbole de fécondité...

Belle revanche pour le pauvre Victor Noir .

• **Anniversaire de la proclamation de la I^{ère} République...**



Fête nationale du 22 septembre 1892, char du “triomphe de la République” (gravure de H.E. Meyer parue dans le supplément du journal illustré du 24 septembre 1892).

22 septembre 1792-2012, ce deux cent vingtième anniversaire a trouvé peu d'écho officiel auprès de nos gouvernants.

Pourtant en cette année de “changements”, cela méritait d'être marqué.

Heureusement nos historiens l'ont fait à Paris où, la Société des Études Robespierriennes a organisé, aux côtés de l'Institut d'Histoire de la Révolution Française (Paris 1-Sorbonne) et du programme ANR ACTAPOL (Clermont 2, Lille 3, Rouen), un colloque **“1792, entrer en République”** les 20 et 21 septembre.

Ce colloque s'est tenu le jeudi 20 dans les salons de l'Hôtel de Ville et le vendredi 21 dans les grands salons de la Sorbonne. Il a été suivi d'une cérémonie au Panthéon.

Beaucoup plus modeste, une autre commémoration qui mérite d'être signalée, était organisée le 22 septembre, dans le Var, au fort Napoléon, (commune de la Seyne-sur-Mer), à l'initiative d'une jeune Association, **“l'Aurore de la République-Volontaires de l'An II”**. L'adjointe à la culture à la mairie de la Seyne, Florence Cyrulnik, a fait l'historique de la République, de la 1^{ère} à la 5^e, tout en évoquant la possibilité d'une 6^{ème}. Un apéritif républicain a clôturé la cérémonie.

Pour l'Histoire : La colline sur laquelle fut édifié ce fort en 1812, sur ordre de Napoléon I^{er}, a été en 1793, le théâtre d'un haut fait d'armes républicain au cours duquel Bonaparte y gagna ses galons de Général.

Pour reprendre la ville de Toulon aux Anglais, près de 1 000 vaillants soldats de l'An II, périrent sur cette colline en l'espace de 3 heures.

• **Centenaire de la Résistance au coup d'État de Louis Napoléon...**

1851-1951 à travers la presse Bas-alpine, Dossier communiqué par notre ami **Jean SIGNORET**.

Un premier article publié dans le *“Patriote Bas-Alpin”*, annonçait une série de six à paraître dans les numéros suivants, signés Roger MOISSON sous le titre :

Un centenaire glorieux

Extraits :

Il y a cent ans, dix mille Bas-Alpins prenaient les armes pour défendre la liberté et la République.

(...) Sur la place principale des Mées, un monument modeste perpétue le souvenir des insurgés de 51 qui écrivirent une page magnifique de notre histoire. C'est une fontaine surmontée du buste de la République. Ce buste est maintenant en pierre, car pendant les années de l'occupation les hommes de Vichy ont envoyé le buste en bronze à la fonderie, telle était leur haine de tout ce qui pouvait rappeler la générosité et l'amour de la liberté qui étaient au cœur de nos grands-pères.

Le monument a été édifié aux Mées parce que c'est là qu'eut lieu la rencontre entre les insurgés et la troupe du colonel Parson venue de Marseille. Le colonel était plein de mépris pour les "bandes", comme il appelait les formations des républicains, et il s'était aventuré un peu trop à la légère dans l'étroit couloir entre la colline et la Durance qui sépare le terrain des Mées de celui du Plan. Mal lui en prit, car il reçut une cuisante leçon et fut obligé de se replier le soir même jusqu'à Vinon dans le Var.

La tradition de 1851 est vivace dans nos Basses-Alpes et de nombreuses familles ont chez nous le souvenir d'un aïeul déporté pendant le Second Empire. Mais sont-ils nombreux les Bas-Alpins à savoir que Digne fut occupée pendant plusieurs jours par dix mille insurgés en armes ? Que le préfet et le procureur prirent la fuite ? (...)

Il n'y a pourtant que cent ans de passés depuis, et le fils d'Aillaud de Volx était encore à la tête de la manifestation anti-fasciste de 1934 à Digne aux côtés de Max Trouche et de François Béraud, témoignant sa fidélité à la mémoire de son père mort à Cayenne.

*Aillaud de Volx ! Quel homme admirable
Quelle énergie ! On retrouve, encore les preuves de son caractère en fouillant les Archives Départementales qui ont*

conservé les exemplaires des proclamations affichées dans tout le département (...)

.....

M. Fruchier

a une violente altercation avec le préfet et le procureur cependant que l'arrondissement de Forcalquier se soulève.

(...) Dans la matinée, les insurgés débouchèrent en bon ordre sur la place de Forcalquier. Le sous-préfet avait fait barricader la porte de la sous-préfecture et, revêtu de son uniforme, il parut au balcon.

Escoffier, à cheval, s'avança et s'adressant au sous-préfet :

" Citoyen, dit-il, la Constitution est violée, l'insurrection est un devoir pour nous et vos pouvoirs".

Le sous-préfet essaya de justifier le coup d'État, mais une tempête de cris couvrit sa voix. Plusieurs hommes le couchèrent en joue, mais Buisson qui arrivait, baissa les fusils, et Escoffier somma le sous-préfet de descendre. Des hommes ébranlaient déjà la porte à coup de hache. Le sous-préfet descendit. Il fut saisi et conduit à la maison d'arrêt.

Dans le précédent numéro du Patriote Bas-Alpin, nous avons indiqué que M. Fruchier, maire de Digne, se rendit à la préfecture. Il eut une entrevue orageuse avec le préfet Dunoyer et le procureur Prestat. (...)

M. Fruchier exigea la mise en liberté de l'avocat Charles Cotte et des quatre chefs républicains de Digne, mis sous les verrous par le préfet Dunoyer. M. Fruchier devait avoir des renseignements précis sur le soulèvement de l'arrondissement de Sisteron sur le plateau de Valensole, dans la vallée de l'Asse et aussi à Barcelonnette.

Ce n'est que quand la nouvelle de la marche des insurgés sur Digne parvint au préfet Dunoyer, de plusieurs départements, qu'il consentit à relâcher les républicains dignois. Mais en même temps, il bouclait sa valise et gagnait les Hautes-Alpes par la route de Seyne, abandonnant la préfecture, les services départementaux et les notables

réactionnaires qu'il avait excités contre les républicains.

Charles Cotte et ses quatre amis furent acclamés à leur sortie de prison. La fuite du préfet passa inaperçue, car il avait dû prendre des précautions pour sortir de la ville sans attirer l'attention. (...)

.....

10 000 insurgés occupent Digne.

Les registres de l'administration des Contributions indirectes sont brûlés sur le Pré de Foire, actuellement Pl. de la Libération.

Parti de Château-Arnoux à la tête de toute la population valide, Aillaud désarme au passage la gendarmerie de Volonne et la colonne se grossit des républicains du canton. Les journaux réactionnaires ont raconté, comme un fait inouï, la participation de nombreuses femmes de Volonne à la destitution du juge de paix et au désarmement de la gendarmerie. (...)

Dans la partie méridionale du département, Riez, Mezel, Moustiers, Gréoux, Valensole, s'étaient insurgés. C'est la colonne formée dans cette région, forte de 1 500 hommes, qui arriva à Digne la première, le samedi, vers 2 heures du matin et réveilla toute la population du chef-lieu du département au bruit des tambours et au chant de La Marseillaise. Dans cette colonne, il y avait le grand-père et le grand-oncle de notre camarade Maurice Bessand de Gréoux-les-Bains.

Les insurgés occupèrent la mairie, le palais de justice et la préfecture et placèrent des postes partout. Au lever du soleil, la ville était au pouvoir des républicains. (...)

Les colonnes, venues de Forcalquier et Manosque ainsi que celle qui descendait de Sisteron, firent leur jonction à Malijai. C'était le gros de la troupe. Elle fit son entrée dans Digne.

Les témoins de cet événement ont raconté que le spectacle était vraiment extraordinaire. Ces milliers d'hommes, persuadés que la France entière se levait comme eux, rayonnaient d'enthousiasme. (...)

Les journaux de l'époque qui s'empressèrent d'approuver le coup d'État, firent un tableau qu'ils voulaient effrayant de l'entrée des insurgés dans Digne : on y parle de meurtres, de viols, de pillages. On y présente Buisson, à la préfecture, exigeant 70 têtes ! Comme on le voit, la presse qui ment n'est pas née d'hier et Le Provençal et Le Méridional ont eu des prédécesseurs dignes d'eux. (...)

.....

Barcelonnette au pouvoir des insurgés. Deux cents notables du "parti de l'ordre" font leur soumission à Digne.

Le Comité de Résistance installé à la préfecture, en même temps qu'il publiait les proclamations dont nous avons parlé dans le précédent numéro, entra en pourparlers avec le capitaine de la Gendarmerie et avec le major Chevalier commandant la garnison de Digne. Les 40 gendarmes concentrés à Digne furent désarmés. Seul le capitaine fut autorisé à garder son épée.

Le major Chevalier conclut une capitulation aux conditions suivantes : la troupe conservait ses armes et restait consignée au quartier. Elle s'engageait à 20 jours de neutralité. Les munitions se trouvant à la caserne étaient partagées avec les insurgés. Les fonds de l'État (caisses de la Recette générale, de l'Enregistrement des Douanes, ainsi que la caisse de la Banque de France, qui avaient été déposées à la caserne, étaient saisies et transportées à la préfecture.

Cet argent servit en premier lieu à donner une solde suffisante à tous les insurgés. Il fut décidé une solde de 2 francs 50 par jour, ce qui permettait l'entretien d'un homme il y a cent ans. (...)

.....

Le combat des Mées tourne à l'avantage des insurgés, mais seuls quelques départements sont dans la lutte.

Aillaud de Volx refuse de déposer les armes et se réfugie dans Lure.

(...) La nuit avait été terriblement froide et

les abandons nombreux, car les mauvaises nouvelles étaient maintenant connues. Il n'y avait eu des soulèvements que dans quelques départements : le Var, le Vaucluse, l'Hérault, la Nièvre.

La résistance était brisée à Paris ; Marseille n'avait pas bougé.

Les trois ou quatre mille hommes toujours résolus, qui ont bivouaqué à Malijai dans la nuit du lundi 8 décembre, ont dû souvent se poser la question : pourquoi sommes-nous si peu à défendre la République ? Pourquoi, Lyon et Marseille qui ont tant donné l'exemple ne sont-ils pas à l'avant-garde aujourd'hui ? (...)

Pourquoi les paysans de toute la France, comme nous, victimes de l'impôt sur le sel, de l'impôt sur les boissons, courbés sous la misère, ne se sont-ils pas soulevés comme nous ?

Savaient-ils tous, ces trois ou quatre mille hommes, que si la France contient les Cévennes et la Provence, elle a aussi la Vendée ? Que si beaucoup de paysans jugent avec leur raisonnement, d'autres jugent avec leurs préjugés ? Que si certains regardent vers l'avenir, d'autres s'obstinent à tourner leurs yeux du côté du passé ?

Inclinons-nous bien bas devant leur courage, leur amour de la liberté et du progrès, car en dépit de toutes ces questions déprimantes, ils ont décidé la lutte, choisi le combat. (...)

Aillaud de Volx comprit que la position des Mées était meilleure à défendre que celle de Malijai. Il s'y porta suivi de ses bataillons. (...)

Les premiers soldats du colonel Parson qui avançaient en éclaireurs sur la route, furent reçus à coup de fusil et durent se replier. Mais le colonel était plein de mépris pour les capacités militaires des insurgés, il ne les supposait pas capables de tenir contre la ligne et il ordonna l'attaque.

Les premiers détachements républicains se replièrent en combattant, mais quelques centaines de mètres plus loin, les soldats du colonel Parson essuyèrent un feu nourri

et, à leur tour, durent reculer. Les insurgés proposèrent une suspension d'arme et le colonel Parson consentit à parlementer, mais dès que les députés républicains avancèrent vers lui, il les fit saisir et conduire prisonniers à la queue de la colonne.

Une compagnie d'infanterie s'engagea dans un sentier qui conduit au dessus des crêtes occupées par les insurgés. Elle voulait contourner le bourg. Mais cette compagnie fut assaillie par une compagnie d'insurgés commandée par le citoyen Férévoux de Sisteron. En quelques minutes elle fut rompue et dispersée en laissant le capitaine, un sous-lieutenant et une vingtaine de soldats entre les mains des républicains.

Aillaud de Volx fit proposer, à l'aide d'un porte-voix, l'échange de prisonniers contre les parlementaires républicains saisis par le colonel Parson. Le combat continua, mais le colonel comprenant qu'il n'aurait pas l'avantage, accepta l'échange qui eut lieu.

En dépit de sa morgue, le colonel Parson battit en retraite. Il traversa Oraison et se replia jusqu'à Vinon, dans le Var. Les pertes des combats des Mées étaient de part et d'autre de quelques centaines de tués et blessés. (...)

C'est dans la soirée que les chefs républicains reconnaissant l'inutilité de la poursuite de cette lutte armée décidèrent de donner l'ordre de dispersion.

Le département du Var était vaincu et les troupes qui y avaient opéré venaient renforcer le 14^e léger du colonel Parson. Dans le Vaucluse aussi, les républicains étaient écrasés et un régiment marchait d'Apt sur Forcalquier, avec à sa tête, le sous-préfet Paillard que les républicains avaient eu l'imprudence de libérer. Des Hautes-Alpes enfin, une troupe nombreuse commandée par le colonel de Sarcey, accompagnée du préfet Dunoyer, descendait sur Sisteron.

Un chef républicain refusa de déposer les armes : Aillaud de Volx. Entouré de trois ou quatre cents hommes, il franchit la

Durance dans la nuit du mardi 9 décembre au mercredi 10, pour gagner la montagne de Lure.

.....

Aillaud de Volx traqué dans Lure comme une bête fauve franchit un précipice.

Trois mille Bas-Alpins sont arrêtés. Mille d'entre eux sont déportés.

Le 10 décembre 1851, les membres du Comité départemental de Résistance restés à Digne donnèrent l'ordre, eux aussi, de dispersion aux trois mille insurgés restés au chef-lieu du département.

Le même jour, le préfet Dunoyer et le colonel de Sarcey entraient à Sisteron où le Comité local de Résistance était arrêté à l'hôtel de ville. Le préfet séjourna à Sisteron le 11 et arriva à Digne le 12 décembre. Il n'y avait personne sur le pont de la Bléone pour l'acclamer ou seulement lui souhaiter la bienvenue. (...)

Le 12 décembre le colonel Vinoy, venant du Vaucluse, déboucha sur Forcalquier et se dirigea à la poursuite de Aillaud de Volx.

Aillaud avait passé la nuit du 12 à Fontienne. Le 13, il était à Saint-Étienne-les-Orgues, au pied de la montagne de Lure. Il y passa vingt quatre heures avec ses trois cents derniers compagnons. Mais le colonel Vinoy approchait à la tête d'un millier de soldats et Aillaud, suivi de sa troupe, se jeta dans la montagne de Lure.

Le 14 au matin, le colonel Vinoy arrive à Saint-Étienne. Trois républicains sont arrêtés et fusillés sur le champ. Les habitants de Saint-Étienne assistent avec effroi à une sorte de chasse à laquelle se sont livrés les soldats dans les bois de Fontienne où ils ont abattu plusieurs républicains comme du gros gibier. (...)

Qu'on se représente ce que dut être sa vie et celle de ses compagnons, en plein mois de décembre, traqués comme des bêtes fauves dans la montagne de Lure par des forces bien supérieures ! (...)

Aillaud a-t-il donné lui même l'ordre de dispersion à ses compagnons ou l'ont-ils abandonné ? Il est plus probable que les

raids des hommes du colonel Vinoy ont réussi à couper la troupe des républicains en plusieurs tronçons puis à la disperser, Dans le courant de janvier, Aillaud, chassé dans la neige et empêtré par le mauvais temps, posa enfin son fusil. Il se déguisa, se procura des faux papiers et un faux passeport sous le nom de Luc, traversa toute la Provence à pied mais fut arrêté à Marseille au moment de s'embarquer pour l'étranger. Il fut traduit devant un Conseil de guerre et condamné à la déportation à vie. Le chef républicain le plus ferme et le plus capable des Basses-Alpes est mort à Cayenne. Il a laissé dans un de nos villages une femme et six enfants. L'un d'eux vivait encore en 1934, quand les fascistes du colonel de La Rocque tentèrent le coup du 6 février. Fidèle à la mémoire de son père, le fils Aillaud était à la tête du cortège républicain du 9 février à Digne aux côtés de François Béraud, de Max Trouche, de Guieu, de Norbert Buisson.

Le nom d'Aillaud de Volx n'est pas inscrit sur le monument des Mées élevé à la gloire des insurgés de 1851, et pourtant il l'aurait bien mérité !

Le nom d'Aillaud de Volx n'a été donné à aucune rue du chef-lieu du département. A-t-il été trop ferme ? trop républicain ? A-t-on eu peur de son exemple sous le septennat du Versaillais Thiers et celui du monarchiste Mac Mahon ?

Et même plus tard, quand la III^e République prit un visage plus démocratique et qu'elle accorda une pension annuelle de 500 fr. aux insurgés de retour de la Guyane ou des bagnes d'Afrique, la bourgeoisie en ne rendant pas l'hommage mérité au garde général des Eaux et Forêts Aillaud, montra sa crainte des mouvements populaires et des chefs hardis, sans peur et sans reproches, que le peuple sait choisir quand il a décidé le combat. (...)

Le 15 décembre 1851, Barcelonnette, le dernier point de France qui soit encore insurgé, fut occupé par le préfet Dunoyer à la tête de plusieurs compagnies d'infanterie.

Trois mille arrestations furent opérées par le général Morris, commandant de l'état de siège dans les Basses-Alpes. Tous les cercles et chambrettes furent fermés. Une circulaire déclara complices de l'insurrection ceux qui donneraient asile aux insurgés fugitifs ou leur fourniraient des vivres ou de l'argent.

Mille bas-alpins prirent la route de la déportation aux bagnes d'Afrique ou de Cayenne.

Dans certaines communes, tant à cause des arrestations qu'à cause des insurgés qui continuaient à se cacher, les bras manquaient pour les travaux des champs. Des villages étaient littéralement dépeuplés.

.....

La défaite de 1851 n'est plus possible aujourd'hui.

Jacques Duclos, secrétaire du Parti Communiste présidera la Célébration du Centenaire dans les Basses-Alpes.

Bien des choses ont changé depuis cent ans et beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de la Durance après que Aillaud de Volx l'a franchie dans la nuit du 9 décembre à la tête des trois ou quatre cents républicains irréductibles, dernier bataillon de la grande insurrection qui souleva dix mille hommes en armes dans le département des Basses-Alpes.

Il faut voir d'abord que la défaite des républicains de 1851 n'est plus possible aujourd'hui.

En cent ans, la classe ouvrière a grandi en nombre et en force. (...)

Déjà dans les années 1934 à 39, les forces de progrès, les forces républicaines avaient la supériorité en France sur les forces de réaction. Le régime de Vichy n'a été possible que par l'appui de l'occupation étrangère et la trahison nationale la plus abjecte.

Aujourd'hui, l'aspirant dictateur de Gaulle voudrait bien renouveler le coup d'État du 2 décembre de Bonaparte-Badinguet (...)

Déjà, en 1851, les insurgés défendaient la paix en même temps que la République,

car Napoléon III entraîna la France dans une série d'aventures guerrières avant d'aboutir à la guerre de 1870 et à la capitulation de Sedan

Les républicains de 1851 ont écrit une page magnifique de l'histoire (...)

Les républicains de 1851 ont mis leurs actes en concordance avec leurs paroles. L'action a été leur ligne de conduite. C'est à cause de cela qu'ils ont battu les troupes du colonel Parson aux Mées, que le préfet Dunoyer avait pris la fuite, que les notables "du parti de l'ordre" à Digne leur firent soumission.

C'est en pensant avec effroi à l'alliance possible entre les ouvriers parisiens, les canuts de Lyon et les paysans d'Aillaud de Volx que le ministre bourgeois Odilon Barrot s'écriait : "La légalité nous tue !".

Ils sont nombreux maintenant à penser aussi : "La légalité nous tue"... de Gaulle le pense ; Guy Mollet le pense... Mais il est trop tard, nous ne sommes plus en 1851, ni même en 1939... Il est bien trop tard, messieurs !

Dans ce dernier article (daté), Roger Moisson peut nous paraître, soixante et un ans après, bien optimiste, et si la lutte du peuple, sans cesse avance et même si aujourd'hui le changement pointe bien timidement son nez, l'histoire n'est qu'un éternel recommencement et la peste brune relève la tête, bien aidée en cela par les nouveaux "Amis de l'ordre".

Et si en 1951 beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts de la Durance, soixante et un ans après, elle continue à couler comme sous le pont Mirabeau d'Apollinaire où, "l'espérance est violente" et ... "demeure" :

Le pont Mirabeau

Sous le pont Mirabeau coule la Seine

Et nos amours

Faut-il qu'il m'en souvienn

La joie venait toujours après la peine

Vienne la nuit sonne l'heure

Les jours s'en vont je demeure

Les mains dans les mains restons face à face

Tandis que sous

*Le pont de nos bras passe
Des éternels regards l'onde si lasse*

*Vienne la nuit sonne l'heure
Les jours s'en vont je demeure*

*L'amour s'en va comme cette eau courante
L'amour s'en va
Comme la vie est lente
Et comme l'Espérance est violente*

...

• **Nos adhérents publient ...**

– **Jean-Marie GUILLON**, Alain DROGUET, conservateur des Archives Départementales du Var, et les éditions C'EST-A-DIRE publient un manuscrit jusqu'alors inédit de l'historien Henri Michel, né à Vidauban (Var) en 1907 :

“Une enfance provençale au temps de la première guerre mondiale, Vidauban dans la mémoire d'Henri Michel”.

L'historien Henri Michel (1907-1986) est d'abord connu comme un grand historien de la Seconde Guerre mondiale, directeur et animateur du Comité d'histoire de la 2^e Guerre mondiale pendant 30 ans, auteur de très nombreux ouvrages sur le régime de Vichy et la Résistance. Issu d'une famille modeste, ce bon élève de l'école républicaine, devenu professeur agrégé d'histoire au Lycée de Toulon avant la guerre, militant socialiste à l'époque du Front populaire, est devenu l'un des responsables de la Résistance dans le Var. C'est après la Libération que, s'éloignant de la politique, il s'est tourné vers l'histoire avec pour objectif de faire connaître et comprendre ce qu'avait été la France de Vichy et des occupants, ainsi que l'œuvre de la Résistance. Mettant en place un réseau de correspondants départementaux, il fut un pionnier en France du témoignage comme source d'histoire et lança de grandes enquêtes collectives sur la répression de la Résistance et la déportation, la collaboration et l'épuration, le STO. Passionné de cinéma, il fut le conseiller historique du film “Nuit et Brouillard” d'Alain Resnais, présenté à Cannes en

1956 et qui reste aujourd'hui une œuvre majeure. Mais, après la disparition du Comité d'histoire dont il avait été l'âme en 1980, à la fin de sa vie, il revint sur ses racines varoises et son enfance et rédigea des souvenirs qu'il n'eût pas le temps de faire éditer. Le manuscrit fut retrouvé par ses enfants lorsque, à la mort de leur mère, ils firent l'inventaire de l'appartement familial. Il fut remis à Jean-Marie Guillon qui avait rédigé la biographie de leur père dans le Dictionnaire historique de la Résistance (Robert Laffont, 2005). Sa destination était évidemment les Archives départementales du Var, mais l'intérêt du texte est tel que sa publication fut décidée. C'est avec l'aide de la commune de Vidauban et de la communauté de communes de la Dracénie, c'est grâce à l'investissement des Archives départementales du Var et des éditions C'est-à-dire de Forcalquier que l'ouvrage – introduit et postfacé par J.-M. Guillon, annoté par Emmanuel Jeantet et lui, agrémenté d'un cahier photographique nourri par les AD 83 et les photographies de Pierre Coste – a pu voir le jour. Il sera présenté à Vidauban le 10 novembre à 11 h. 30, à la médiathèque.

Dans ses souvenirs, Henri Michel décrit son village natal, Vidauban, au début du XX^e siècle. Il montre de l'intérieur l'organisation de la société villageoise, sa vie quotidienne, sa solidarité, mais aussi les tensions politiques et sociales. Il analyse précisément l'impact qu'a eu la Grande Guerre dans l'histoire du village, tel qu'il a pu le mesurer avec ses yeux d'enfant. Il montre avec force que la propagande a été entretenue par l'école républicaine et comment l'enfant a été un acteur de celle-ci. Mais aussi comment cet enfant a mûri, évolué et comment le village a basculé à la fois dans la modernité technique, s'est ouvert davantage au monde extérieur, a changé du point de vue politique et social. Au-delà du cas vidaubannais, c'est en fait l'histoire de toutes les communes rurales du Midi qui est ainsi retracée.

L'ouvrage est en souscription aux Éditions *C'est-à-dire*, Maison des métiers du livre, 4 avenue de l'Observatoire, 04300 Forcalquier. 416 pages, 22 € + 4 € de port avant sa parution, 28 € + port après le 5 novembre.

10 novembre 2012, 10 h. 30 : présentation de l'ouvrage et inauguration de l'exposition réalisée par les Archives départementales du Var à la médiathèque de Vidauban, sur *l'itinéraire et l'oeuvre d'Henri Michel*. **22 novembre 2012, 18 h.** : conférence de J.-M. Guillon, "*Henri Michel, Vidauban, la Résistance, l'Histoire*", suivie de la projection de "*Nuit et Brouillard*" d'Alain Resnais.

Henri Michel et 1851 :

Le premier travail de recherche d'Henri Michel a porté sur *La Seconde République dans le Var 1848-1851*. C'est le titre du Diplôme d'études supérieures qu'il soutint à la Sorbonne sans doute en 1930. Le manuscrit de ce travail a été retrouvé lui aussi par ses enfants et donné aux Archives départementales du Var, par l'intermédiaire de J.-M. Guillon. C'est dire combien les événements de la Seconde République ont marqué le militant, le résistant et l'historien (historien notamment de Jean Moulin, autre héritier de l'esprit de 1848-1851). La présence de ce passé n'est pas absente des souvenirs d'enfance. En témoigne le passage suivant où il décrit le village de son enfance :

"Sur une fontaine ceinturée par une grille, deux lions arrosaient sans interruption un bassin dans lequel erraient quelques poissons rouges, c'était notre monument historique ; protégé par la grille des injures des chiens, s'élevait majestueusement l'arbre de la liberté, planté en 1848, qui attestait que mes concitoyens étaient des républicains convaincus. Deux ruelles, débouchant sur la place, rappelaient aux passants les heures glorieuses de décembre 1851, lorsque s'y était formée la colonne des "républicains" qui refusaient le coup d'État du Prince-Président et qui devaient se faire écharper par les gendarmes, à

Aups. Les plaques des ruelles portaient les noms des deux enfants du village qui avait perdu la vie dans l'échauffourée"*.

* Il s'agit du jeune Célestin Gayol, 20 ans, effectivement enfant du village dont le nom a été donné à l'une des rues principales qui traversent la localité, et de Martin Bidouré qui n'était pas de Vidauban, mais de Barjols et qui était devenu le martyr emblématique de l'insurrection varoise. Son nom avait été attribué à la rue partant de la mairie. C'est le 12 février 1905 que le conseil municipal radical-socialiste avait décidé de ces dénominations, ainsi que de porter au panthéon du village les noms de plusieurs héros de la République : Blanqui, Robespierre, Victor Hugo, Jean Macé.

– **Charles BOTTARELLI**. Un précédent roman historique : "*La Colère des Rusquiers*" dans lequel il nous contait les métiers du liège dans le Var en 1851, avec des personnages s'engageant dans la colonne des insurgés du Var. Il nous y faisait revivre, sur la fin, la bataille d'Aups, avec force détails.

Un deuxième roman historique vient de paraître où l'on retrouve les mêmes personnages, 20 ans après, de retour du bain pour certains, dans les métiers de la vigne : "*La vigne aux secrets*". Chez le même éditeur : Éditions du Mot Passant, 253 pages, 19,30 €.

• Spectacle ... à ne pas manquer

Notre ami et adhérent Philippe CHUYEN et sa Compagnie *Art Scenicum* rencontrent un franc succès avec leur spectacle : "*Les pieds tanqués*". *Meilleur spectacle Avignon off 2012*.

Pétanque et Guerre d'Algérie. Tous les protagonistes en prennent pour leur grade et le public unanime y trouve son compte. Spectacle intelligent et courageux dans notre région. Le terme "pétanque" vient des mots de l'occitan provençal pè "pied" et tanca "planté", donnant en français régional l'expression "jouer à pétanque", ou encore à "pés tanqués".

<http://artscenicum.fr> Prochaines représentations : **30 novembre et 1^{er} décembre 20h45**, Espace Comedia à Toulon.

• *Conférence ...*



À la suite de notre Assemblée Générale du samedi 1^{er} décembre à Saint Étienne les Orgues, une conférence sera donnée par Patrick LAGOUEYTE portant sur un sujet inédit : **“Communications et informations au cœur du coup d’État”**, en quelque sorte le coup d’État vu de “l’Intérieur”.

Louis Napoléon Bonaparte avait la certitude de pouvoir compter sur la maîtrise de la communication des informations, qui pouvaient circuler alors par deux moyens rapides, le télégraphe à bras de Chappe, recouvrant la quasi-totalité du territoire et le télégraphe électrique, ne desservant qu’une partie des départements. Fortes de cet atout, les autorités militaires et administratives locales, mises en place dans la perspective du coup d’État, n’ont pas hésité à pratiquer la rétention de l’information pour se donner le temps de se mettre en ordre de bataille. Pourtant, cette mécanique apparemment bien huilée a connu quelques ratés tenant à l’étendue du pays, sa diversité géographique et surtout le mauvais temps de décembre.

Démunis, isolés, les opposants n’ont eu de cesse d’obtenir, souvent par l’intimidation, parfois par la violence, les dépêches en

provenance de la capitale que préfets et maires cherchaient à leur dissimuler. Conscients de l’intérêt que représentait pour le Gouvernement bonapartiste la circulation rapide des informations, il leur est arrivé de s’attaquer aux installations télégraphiques.

Ainsi, la communication des informations a été l’objet d’une lutte, secondaire mais parfois décisive, entre partisans et adversaires du coup d’État, lutte dont les vainqueurs allaient tirer les leçons.

Dernière minute ...

René Merle et l’Association ADIAMOS 89, nous font part du décès de Guy LAVRAT, passionné d’histoire et plus particulièrement celle de la Seconde République et de l’insurrection de 1851 dans le Cher.

Militant communiste, instituteur puis professeur. Il a marqué la vie politique locale par son engagement auprès des jeunes et de la cité mais aussi par ses combats contre les injustices et la précarité. Il fut maire de Migennes de 1977 à 1999, puis conseiller Général.

Il avait fait la connaissance de notre Association lors d’une cure à Gréoux (04), et avait toujours gardé avec elle un contact amical. L’un des fondateurs d’ADIAMOS (Yonne), il avait tenu avec Michel Cordillot à ce que notre Association intervienne au colloque de décembre 2001 consacré à la *Résistance au coup d’État*. Nous avons rendu compte des travaux de Guy Lavrat sur notre site et dans nos publications, et en particulier de son dernier ouvrage : *“Au temps du fer et des républicains rouges”*, (*La Résistance dans le Val de Loire et le Cher*), éd. À à Z, 2008.

Le prochain colloque d’ADIAMOS consacré à : **“L’Yonne et à la Première Guerre mondiale”** du 24 novembre 2012, sera dédié à sa mémoire.

CONVOCATION
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
à la médiathèque de Saint-Étienne les Orgues (04)
1^{er} décembre 2012

14 h – 15 h **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Ordre du jour

- Rapport financier • Rapport moral et d'activité • Perspectives et propositions • Débat
- Votes.

15 h **CONFÉRENCE**

17 h **INAUGURATION D'UNE PLAQUE**

à la mémoire des insurgés de Saint-Étienne les Orgues, qui sera apposée sur la façade de la maison habitée autrefois par la sœur d'André Ailhaud, Place Pasteur.

Si vous arrivez le matin, il est possible de déjeuner tous ensemble à l'auberge de l'Abbaye à Cruis (à coté de l'église et du parking) tél. : 04-92-77-01-92

RDV à 12 h

L'auberge propose trois formules :

Entrée + plat : 25 € - Plat + dessert : 25 € - Entrée + plat + dessert 37 €

POUVOIR

Je soussigné(e) : (M, Me, Mlle).....*

donne pouvoir à (M, Me, Mlle).....*

*lors de l'Assemblée Générale statutaire qui se tiendra le samedi 1^{er} décembre 2012
à la médiathèque de SAINT-ÉTIENNE LES ORGUES (04)*

À renvoyer au siège social de l'Association : Hôtel de Ville 04190 LES MÉES

** Rayer la mention inutile*